

LES DROITS DE L'HOMME EN CHINE

Bulletin mensuel du groupe de travail Chine - Ligue française des droits de l'homme

N°32 - septembre 2008

SOMMAIRE

Liberté d'information et d'expression. *page 2&3*

Démocratie et libertés.
page 3

Justice et conditions de détention. *page 4*

Responsabilités administratives. *page 4*

Conditions ouvrières
page 5

Mouvements populaires.
page 5&6

Jeux Olympiques 2008. *page 6*

Minorités ethniques. Tibet - Xinjiang. *pages 6&7*

Hongkong. *page 7*

Informations diverses. *page 8&9*

Bibliographie. *page 9*

Le scandale du lait frelaté : double jeu, cynisme et bêtise.

Destitution du maire de Shijiazhuang (la capitale du Hubei d'où provenait le lait empoisonné du groupe Sanlu), arrestation de dix-huit suspects impliqués dans la fabrication de la poudre de lait à la mélamine, incarcération du patron de Sanlu, l'agence officielle Xinhua semble fournir les preuves du sérieux avec lequel les autorités chinoises prennent ce nouveau scandale.

Oui, mais... la toxicité du lait avait fait des morts dès le printemps et l'on n'en a parlé qu'après les J.O., ; un des fabricants parrainait les Jeux. Connaissant bien la qualité des produits alimentaires mis sur le marché chinois, les dirigeants disposent d'ailleurs depuis trois ans d'une filière d'approvisionnement contrôlé qui leur permet d'échapper à ces risques d'intoxication .

Treize mille enfants se trouvent à l'hôpital pour avoir absorbé du formaldéhyde de mélamine. Cette résine aminée destinée à la fabrication de colles et de matières plastiques accroît le taux apparent de protéines mais attaque reins et vessies. Vingt-deux entreprises se seraient livrées à ces manipulations criminelles, dont notamment les grands groupes Sanlu, Mengniu, Yili et Yashili qui échappaient aux tests sanitaires. Sanlu venait en tête des trafiquants, avec 2,6 g de mélamine par kilo de poudre alors que ses campagnes publicitaires affirmaient le sérieux des contrôles ; quand les premières intoxications sont apparues après plusieurs mois d'absorption, le groupe a préféré payer les plaignants pour arrêter les poursuites. Le frelatage touche d'ailleurs d'autres produits : chocolat au lait, bâtons glacés, boissons enrichies au calcium, destinés aussi aux adultes.

Les autorités affirment souhaiter toute la clarté sur le sujet. Mais ils restreignent l'information sur les éléments du scandale, comme le souligne la Fédération internationale des Journalistes. Des journalistes qui traitaient du sujet ont été censurés en juin. Directives : ne rapporter que l'information officielle (Xinhua et Quotidien du peuple) ; insister sur les efforts du gouvernement ; minimiser le contenu des discussions et des blogs qui circulent sur internet. Et parler plutôt du prestigieux lancement d'une navette spatiale, fin septembre. Certains journaux locaux n'ont pas même parlé de l'affaire. Sanlu avait passé un accord avec les deux portails d'internet Sohu et Sina pour supprimer ou limiter l'information relative au frelatage. Voici comment un gouvernement responsable invite à veiller sur l'alimentation des nourrissons.

Nous contacter :
communication@ldh-france.org en
mentionnant en objet «Groupe Chine».

Ce bulletin ne doit pas être reproduit à l'extérieur de la Ligue des Droits de l'Homme.

Liberté d'information et d'expression

25 sept

On apprend que quatre journalistes chinois, dont l'un du JOURNAL DE LA METROPOLE DU SUD, ont été contraints de quitter Shijiazhuang (Hebei) où se trouve la principale unité de Sanlu, firme productrice du lait frelaté. (*Fédération internationale des Journalistes, 25 septembre*)

23 sept

Le cyberdissident Hung Qi, détenu à Chengdu (Sichuan) depuis le 10 juin 2008 a pu rencontrer pour la première fois son avocat, JMo Shaoping. Il avait été arrêté pour la publication sur son site 64tianwang d'articles relatifs à la mauvaise gestion de l'aide humanitaire internationale apportée aux victimes du tremblement de terre du Sichuan. L'accusation portée contre lui est la « divulgation de secrets d'État ». Huang Qi a passé auparavant cinq ans en prison et sa santé est affaiblie. (*Reporters sans frontières, 24 septembre*)

17 sept

Fermeture du site internet de Reporters sans frontières qui était exceptionnellement ouvert depuis le premier août. Il avait été visité par treize mille internautes. Le rapport Voyage au cœur de la censure a été filtré quelques heures après l'ouverture du site. Les sites d'Amnesty international, de la B.B.C. et de Human Rights Watch demeurent ouverts mais ne sont pas accessibles au Tibet. Enfin les sites chinois des défenseurs des droits de l'homme sont bloqués. (*Reporters sans frontières, 17 septembre*)

11 sept

Les sites financiers du réseau internet chinois ont reçu à plusieurs reprises du Département de la presse du P.C.C. l'injonction verbale d'écarter les titres, reportages et commentaires négatifs sur la chute des marchés financiers nationaux. Cette décision visait à limiter la dégradation de la situation boursière. (*South China Morning Post, 11 septembre*)

10 sept

Le journaliste du New York Times Zhao Yan a été appréhendé au cours d'un reportage dans la capitale et détenu du 8 au 10 septembre sans que personne ne sache ce qui lui était arrivé. Il avait été arrêté en septembre 2004 et condamné à trois ans de prison pour « fraude », en fait pour avoir divulgué des informations sensibles. Il travaillait de nouveau pour le New-York Times depuis sa libération en septembre 2007. Il projetait de rencontrer des protestataires sur les lieux qui leur avaient été assignés à Beijing. (*Radio Free Asia, 13 septembre ; Centre d'information pour les Droits de l'Homme et la Démocratie*)

8 sept

Le journal China Business Post (Caijing Shibao) a reçu l'ordre de suspendre pour trois mois son activité, après la parution le 11 juillet d'un article très critique sur la Banque chinoise pour l'Agriculture qui faisait état de la vente et du rachat d'actifs douteux. Pour protester contre la décision, la publication a décidé de cesser sine die toute fonction. (*South China Morning Post, 25 septembre*)

28 août

Condamnation de la militante des droits civiques et pétitionnaire Wang Guilan (de Enshi, dans la province du Hubei) à quinze mois de rééducation par le travail, pour avoir « troublé l'ordre social ». Elle avait accepté un entretien téléphonique avec un journaliste étranger à l'approche des Jeux olympiques. Si les restrictions antérieures concernant la presse étrangère (autorisations pour des entretiens avec des citoyens chinois) ont été en partie levées, les Chinois, eux, rencontrent les journalistes à leurs risques et périls. Wang Guilan avait répondu le 27 juillet à l'appel téléphonique d'un journaliste étranger. Elle fut arrêtée deux jours plus tard. Sa condamnation a été prononcée sans procès et sans qu'elle ait eu de contact avec un avocat. (*China Human Rights Defenders, 30 août*)

24 août

Arrestation de six représentants de paysans expropriés du village de Binhu, municipalité de Yixing (Jiangsu). Les villageois assurent que la cession des 2.000 mu est illégale, n'a pas respecté les procédures et n'a pas donné lieu à compensation convenable. Trois des détenus ont été relâchés. (*C.R.D., 27 août*)

22 août

Remise en liberté de Sun Fuquan, qui militait pour défendre les droits des soldats démis de leur poste à Shenyang (Liaoning). Son arrestation le 24 juillet pour « incitation à la subversion du pouvoir d'État » s'explique par quelques poèmes en souvenir du mouvement étudiant de 1989 et par la création d'une association pour les soldats sans emplois. (*C.R.D., 24 août*)

... suite en page 3

20 août

Fermeture du site Défense des Droits (www.315wqchina.com) pour « informations nuisibles », en fait pour avoir publié le poème d'un policier actif dans la défense des droits civiques. (C.R.D., 21 août)

19 août

Arrestation de cinq blogueurs américains qui manifestaient dans la capitale pour les Droits de l'Homme et la libération du Tibet. Il s'agit de Brian Conley, Jeffrey Rae, Michael Liss, Jeff Goldin et de Tom Grant. La procédure administrative dont ils sont l'objet dure une dizaine de jours. (*Blogueurs sans frontières*, 23 août)

12 août

Condamnation de Wang Xiaoqiao, militant de Xincai (Henan) en faveur des victimes du SIDA, à un an de prison. Il avait été arrêté le 27 novembre 2007, alors qu'il s'apprêtait à remettre des revendications auprès des autorités du Henan. (C.R.D., 23 août)

Démocratie et libertés.

23 sept

Le pétitionnaire Liu Xueli, qui se dressait contre des réquisitions forcées de terrain dans la province du Henan, a été envoyé sans jugement et sans contact avec un avocat dans un camp de rééducation par le travail. Il était en résidence surveillée depuis sa requête du 8 août de manifester sur les zones prévues à Beijing pendant les J.O.. Les motifs et la durée de la peine ne lui ont pas été communiqués. (C.H.R.D., 24 septembre)

1 sept

Un journaliste de la province du Zhejiang, Zan Aizong, qui devait se rendre à un séminaire sur les droits de l'homme organisé à Genève, en a été empêché sans explications par la police de l'aéroport de Shanghai. D'autre part, sa rubrique Commentaires hebdomadaires, inaugurée le 7 août, a été bloquée par les autorités à partir du 16 septembre, deux jours après qu'il eut parlé du scandale du lait frelaté. (C.H.R.D., 20 septembre)

26 août

Annnonce de la condamnation à vingt mois de rééducation de Wei Zhenling, organisateur à Hangzhou de l'alliance bleue pro-guomintang, pour « incitation à renverser le pouvoir d'État » puis pour « jeu et usage de prostituées ». (C.H.R.D., 26 août)

26 août

Libération de Hu Shigen, après seize ans et trois mois de prison, pour avoir « organisé et dirigé des groupes contre-révolutionnaires et mené de la propagande contre-révolutionnaire ». Son état de santé est mauvais. (C.H.R.D., 26 août)

21 août

Huit hommes d'affaires de Hongkong, qui protestaient contre l'escroquerie dont ils avaient été victimes dans leur investissement en Chine, ont été arrêtés, détenus deux jours et renvoyés sur Hongkong. Ils avaient manifesté à proximité de Zhongnanhai, quartier de Beijing où logent les dirigeants du parti, après que leur demande de manifestation sur l'un des trois sites autorisés pendant les Jeux olympiques eut été rejetée. (*South China Morning Post*, 22 août)

20 août

Condamnation à dix-huit mois d'emprisonnement pour « rassemblement de foule pour perturber le trafic » de Li Shuchun, salarié d'un champ de course (district de Yilan, Heilongjiang) qui avait dénoncé la corruption des gestionnaires. Les officiels du district avaient, le 15 août, bloqué une manifestation des employés. (C.H.R.D., 21 août)

6 août

Deux pétitionnaires de Beijing (quartier de Qianmen) qui dénonçaient la démolition forcée de leur habitat traditionnel due aux Jeux olympiques, ont été arrêtés pour « perturbation de l'ordre social » deux jours après avoir exposé leur situation à des journalistes étrangers. (C.H.R.D., 6 août)

2 août

Arrestation de Xie Changfa, membre du Parti de la Démocratie (branche du Hunan) pour « incitation à la subversion du pouvoir d'État ». Le 31 juillet, arrestation de Wang Rongqing, membre du même parti (branche du Zhejiang). (C.H.R.D., 2 août)

Justice et conditions de détention

23 sept

Les départements juridiques de plusieurs provinces ont invité les avocats à ne pas se mêler de l'affaire du lait frelaté et à ne pas soutenir les actions que pourraient tenter les parents des nourrissons empoisonnés. Le 12 septembre, quelque quatre-vingt-dix avocats, dont le juriste expérimenté Li Fangping, ont proposé leur soutien bénévole aux familles des victimes. La presse officielle n'a pas fait connaître leur initiative.

Les autorités craignent que des actions de masse ne suscitent de l'agitation sociale. Selon Li Fangping, l'administration demande donc aux avocats soit d'abandonner les dossiers du lait empoisonné, soit d'agir dans le cadre des associations officielles d'avocats qui existent sur le plan local et qui ne contestent jamais les choix des autorités.

Les pressions se sont intensifiées dans les dernières semaines. Un avocat s'est retiré de la liste des 90 et il semble que plusieurs autres, dans les provinces les plus touchées par le scandale, se soient mis en retrait et ne souhaitent plus se voir confier des dossiers de cette nature. Les avocats bénévoles se rendent dans les hôpitaux pour conseiller les familles mais le personnel des établissements leur en interdisent l'entrée. (*South China Morning Post*, 23 septembre)

1 sept

Condamnation à mort, par un tribunal de Shanghai, d'un Pékinois pour avoir tué six policiers de Shanghai le 1 juillet. Yang Jia aurait voulu se venger de mauvais traitements subis à Shanghai en octobre 2007, après une interpellation au sujet d'une bicyclette non déclarée. Ses demandes d'excuses et d'indemnisation seraient restés sans suite. (*Xinhua*, 1 septembre)

25 août

On apprend que Hu Jia, qui souffre de cirrhose, est contraint à du travail manuel sept heures par jour après avoir révélé que la prison de Chaobai où il est détenu violait la dignité des prisonniers. La police a confisqué les lettres adressées à sa famille. Sa compagne Zeng Jinyan a dû quitter la capitale avec son enfant pendant la durée des Jeux et jusqu'au 23 août. (*C.H.R.D.*, 26 août)

15 août

La militante des droits civiques Liu Jie, condamnée à dix-huit mois de rééducation par le travail, a été frappée par un garde auquel elle avait signalé les mauvais traitements infligés à l'un des co-détenus. Ses gestes d'autodéfense ont été qualifiés « d'attaque contre le personnel » ce qui a justifié qu'on lui inflige la torture dite « le banc du tigre ». Elle avait subi le même supplice entre les 22 et 29 mai derniers. (*C.H.R.D.*, 22 août)

Responsabilités administratives.

22 sept

Selon une mission d'enquête officielle, il apparaît que la grande firme de produits laitiers Sanlu a dissimulé la toxicité de ses produits pendant plusieurs mois. Les premières plaintes lui sont parvenues en décembre 2007 mais la société n'a entrepris de tests qu'en juin 2008 ; elle n'a communiqué les informations aux autorités locales que le 2 août, restant ainsi huit mois sans réagir. À son tour, la municipalité de Shijiazhuang n'a parlé de la contamination des produits que le 9 septembre. C'est seulement le onze de ce mois que Sanlu a décidé de retirer ses produits des rayonnages. (*Agence Xinhua*, 22 septembre)

5 sept

Une entreprise japonaise a mis en circulation 295 tonnes de riz chinois contenant une forte proportion de pesticides et comme tels, impropre à la consommation. Le riz avait été vendu sous condition de ne pas servir à l'alimentation, prescription que la firme nipponne n'avait pas respectée. Le pesticide en question, appelé méthamidophos avait déjà été trouvé dans 799 tonnes de riz chinois importé en 2006 et 2007. (*Agence Kyodo*)

Condition ouvrière

21 sept

Une explosion de gaz dans la mine Xinfeng de la ville de Dengfeng (Henan) a fait trente-sept morts. Une circulaire administrative datée du 15 septembre demandait la suspension de l'exploitation pour toutes les mines en période de rénovation, dont celle de Dengfeng. Mais l'activité s'était poursuivie de nuit. 118 mineurs se trouvaient dans les galeries au moment de l'accident. (Agence Xinhua, 22 septembre)

20 sept

Un incendie de mine a fait cinq morts et vingt-six disparus dans la mine Fuhua de la ville de Hegang (Heilongjiang). Il s'agit d'une mine privée autorisée. (Xinhua, 20 septembre)

14 sept

L'effondrement survenu dans une mine de charbon située dans le district de Xin'an, à proximité de Luoyang (Henan) a fait sept morts et trois disparus. (Xinhua, 14 septembre)

L'inondation de la mine de charbon Renhe, dans l'agglomération Changzhuang de la ville de Yuzhou (Henan), a fait seize morts. (Xinhua, 8 septembre)

8 sept

Un déversement de boues a tué 265 personnes près de la mine non autorisée Tashan, district de Xiangfen de l'agglomération de Linfen (Shanxi). La berge d'un bassin contenant des résidus liquides de minerai s'est écroulée détruisant des habitats situés cinq cents mètres plus bas. La catastrophe est liée au non-respect des règles dans la construction du réservoir, au manque d'inspections de sécurité et à la négligence des services responsables. (Xinhua, 15 septembre)

6 sept

Une explosion dans une mine qui avait officiellement cessé l'exploitation a fait treize morts dans le district Guye, près de Tangshan (Hebei). (Agence Xinhua, 6 septembre)

5 sept

Une explosion de gaz a fait dix-sept morts dans la mine de charbon Jinhe, à Jiujing, district de Xinwen (Sichuan). L'exploitation était autorisée. (Xinhua, 8 septembre)

4 sept

4 septembre. Une explosion de gaz dans une mine de charbon du district Qinghemen de Fuxin (province du Liaoning) a tué vingt-sept personnes. (Xinhua, 4 septembre)

30 août

30 août. Une explosion dans l'usine de feux d'artifice Xinxin a fait quinze morts dans la ville de Sijiazi, bannière d'Aohan (Mongolie intérieure). L'établissement violait les règles de sécurité et mélangeait les composants dans la salle même de leur pesée. Les responsables se sont rendu à la police le 6 septembre. La zone d'Aohan a une histoire industrielle de cent ans. Elle est connue pour le nombre des accidents qui s'y sont produits. (Xinhua, 31 août)

Mouvements Populaires.

18 sept

Cinq cents étudiants du conservatoire de musique de Chengdu (Sichuan) ont affronté la police après que du personnel enseignant du conservatoire ont été frappés dans l'après-midi par des fonctionnaires municipaux. Les manifestants s'en sont pris aux véhicules de la police. Des coups de feu les ont dispersés sans ajouter de victimes aux cinq blessés de l'échauffourée. (Centre d'information pour les Droits de l'homme et la Démocratie, 22 septembre)

18 sept

Dix mille victimes d'une levée illégale de fonds ont manifesté devant les bâtiments de l'administration locale et des sociétés immobilières concernées à Lishui (Zhejiang). Les affrontements avec la police et le personnel anti-émeutes ont fait vingt blessés parmi les manifestants. Cent mille personnes avaient depuis 2004 versé des fonds à plusieurs sociétés sur la promesse de forts dividendes, en liaison avec le boom immobilier des Jeux olympiques. Mais les groupes Tongxin et Yintai ont cessé tout versement récemment, se trouvant en difficulté avec l'accroissement du coût de la construction. (Centre d'information pour les Droits de l'homme et la Démocratie, 20 septembre)

... suite en page 6

5 sept

Plusieurs milliers d'élèves d'une école secondaire du district de Shenqiu (Henan) ont assiégé les bâtiments administratifs du district et tenté d'y mettre le feu après la destruction de leur terrain de jeux par une société immobilière. Il en a résulté des échauffourées avec la police ; quelques manifestants furent blessés. Les autorités locales ont promis de remettre le terrain de jeux en son état initial. (*South China Morning Post, 6 septembre*)

4 sept

Cinq cents personnes, dont la famille d'un jeune homme blessé dans des conditions peu claires sur un site d'usine, ont attaqué cette dernière et affronté la police envoyée sur les lieux. Il y aurait eu une vingtaine de blessés et dix arrestations. L'incident est survenu dans la fabrique de vêtements Jinxu dans le district Xiangshan de Ningbo (Zhejiang). Près de dix mille travailleurs migrants étaient présents sur les lieux et quelques-uns ont participé à l'attaque de la fabrique. L'arrivée de cinq cents policiers avec mission de les disperser a entraîné les échauffourées. (*Centre d'information pour les Droits de l'homme et la Démocratie, 5 septembre*)

3/4 sept

Cinquante mille investisseurs ont affronté la police à Jishou, préfecture autonome de Xiangxi où vivent les minorités Tujia et Miao (Hunan), après arrêt des versements d'intérêts promis en 2004 et 2006 aux porteurs de fonds de la société immobilière Fuda. Les manifestants ont bloqué un train et interrompu le trafic pendant deux jours, une fois rejetée leur démarche auprès de la préfecture. Les bagarres auraient fait cinquante blessés et il y aurait eu vingt arrestations. (*Centre d'Information pour les droits de l'homme et la démocratie, 5 septembre ; Wen Wei Po*)

19 juil

Un affrontement entre des manifestants et la police a fait deux morts et soixante et un blessés dans le district autonome de Pu'er (Yunnan). Neuf véhicules officiels ont été cassés. Il y aurait à l'origine un conflit entre les villageois producteurs de caoutchouc et les sociétés qui les emploient. La direction locale du parti avait pris parti pour ces dernières et traité les ouvriers de « gangsters » ce qui avait suscité la colère des manifestants. Le 21 juillet, un bus a explosé dans la ville de Kunming. (*Agence Xinhua, 18 septembre ; Centre d'information pour les Droits de l'homme et la Démocratie*)

Jeux Olympiques

Dès avant l'ouverture des Jeux, la police a placé sous résidence surveillée nombre de personnalités. On peut citer, parmi beaucoup d'autres :

- Dans la capitale l'écrivain Liu Xiaobo ; le scientifique Jiang Qisheng ; deux intellectuels indépendants, Zhang Zhuhua et Liu Junning ; deux militants pour la liberté religieuse Yu Jie et Xu Honghai ; un militant opposé aux expulsions liées aux J .O., Zhou Li. Il en fut de même des trois avocats de Beijing Li Fangping, Jiang Tianyong et Li Heping cependant que Gao Zhisheng et Teng Biao ont reçu l'ordre de demeurer silencieux.
- En province, la décision a concerné, entre autres, l'ancien avocat de Shanghai destitué Zhang Enchong ; le militant démocrate du Hubei Yao Lifa ; le militant des droits civiques du Guizhou Chen Xi ; l'épouse du militant emprisonné Chan Guangcheng Yuan Weijing ; le militant démocrate du Zhejiang Zhou Wei ; un pétitionnaire du Sichuan Liu Zhengyou.

Minorités ethniques.

TIBET

15 sept

Deux mille Tibétains se rendent chaque année au Népal, où il existe onze camps d'accueil abritant quelque vingt mille réfugiés. 30% seraient sans carte d'identité Le gouvernement népalais ne délivre plus de cartes depuis 1995 ; les nouveaux arrivants sont transférés au Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, qui organise leur évacuation vers l'Inde où l'administration leur accorde le bénéfice du statut de réfugiés. (*Kantipur, Népal, 15 septembre*)

11 sept

Arrestation dans le district de Sertha (Tibet oriental) du présentateur de télévision Washu Rangjong, employé par le réseau local. Washu Rangjong est

... suite en page 7

chanteur et auteur de deux livres sur la culture tibétaine. La police militaire n'a pas donné les motifs de sa détention. En avril, une présentatrice et chanteuse tibétaine du Qinghai avait été arrêtée puis libérée un mois plus tard après paiement d'une caution. (*Reporters sans frontières, 18 septembre*)

23 mars

Arrestation et incarcération de deux auteurs d'un film documentaire sur le Tibet, Dhondup Wangchen et Jigme Gyatso. Le film se compose de témoignages de Tibétains de la région de l'Amdo ; il fut présenté à des journalistes étrangers pendant les Jeux olympiques de l'été. L'arrestation s'est produite peu après l'envoi des cassettes à l'étranger. Pour avoir quelques détails sur le film : taper www.leavingfearbehind.com (*Reporters sans frontières, 16 septembre*)

XINJIANG

29 août

La police a tué six suspects et arrêté trois individus à Ying'erlike, district de Shule, près de Kashgar. Selon le World Uyghur Congress, les six hommes auraient été tués après leur arrestation et non lors d'un affrontement (ce qu'affirme la police). (*Agence Xinhua, 29 août ; R.F.A.*)

27 août

Des hommes cachés dans des champs de céréales ont attaqué au couteau un groupe de policiers à Kisilboyi, district de Jiashi, près de Kashgar, faisant deux morts et cinq blessés. (*Xinhua, 29 août*)

Hongkong

3 sept

Citizens'Radio vient de recevoir l'ordre de cesser immédiatement d'utiliser des émetteurs qui troublent les canaux de l'aviation civile. La station de radio, ouverte en 2005 par les militants démocrates, soutient les mouvements civiques en faveur du suffrage universel et affirme sa solidarité avec les manifestants de Tiananmen (1989). La radio lie cette interdiction à la proximité des élections du 7 septembre pour le Conseil législatif car les mêmes programmes n'avaient appelé aucune observations depuis le mois de mai dernier. Citizens'radio souffre d'entraves nombreuses à son fonctionnement. La demande d'autorisation officielle n'est toujours pas accordée, ce qui en fait une radio illégale. On l'accuse - surtout après interview de personnalités peu favorables aux autorités de Beijing - d'utiliser des équipements non autorisés. Elle dut cesser d'émettre quelques mois en 2006. (*South China Morning Post, 4 septembre*)

Informations diverses

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

22 sept

Les petites entreprises dont les ventes sont inférieures à cinq millions de yuan (500.000 euros) emploient 40% des salariés de l'industrie mais ne contribuent que pour 10% au produit brut du secteur. (*Agence Xinhua, 25 septembre*)

15 sept

Le nombre annuel des suicides atteint 200.000. Les services centraux de la propagande souhaitent qu'il ne soit pas fait état des suicides liés à la dégradation du marché boursier, relativement plus nombreux ces dernières semaines en raison de la chute des marchés financiers. (*Centre d'information sur les droits de l'homme et la démocratie, Hongkong*)

11 sept

Selon le Centre d'information sur le réseau internet, le nombre des visites de sites internet au mois d'août a atteint 1,7 milliard pour les neuf plus importants portails, soit vingt-deux fois plus que le chiffre du mois de juillet. Il y aurait eu 253 millions d'utilisateurs de la toile en Juin. (*Agence Xinhua, 11 septembre*)

5 sept

Selon un rapport sur la qualité de l'environnement océanique au Guangdong, près de 20% des eaux côtières sont polluées par les égouts. La dégradation des eaux est particulièrement forte dans le delta de la rivière des Perles, en raison de la densité de la population et de l'activité économique. En 2007, la province a déversé en mer 6,9 milliards de tonnes d'eaux usées. (*Xinhua, 6 septembre*)

5 sept

Vingt-deux investissements industriels sont prévus dans les cinq années prochaines dans la région autonome du Tibet, pour un volume total de 21 milliards de yuan. Il s'agit de dix exploitations minières, de quatre

... suite en page 8

entreprises du bâtiments et de matériaux de construction, de trois unités alimentaires et pharmaceutiques et de cinq sociétés de développement industriel. L'industrie joue pour l'instant un faible rôle dans l'économie tibétaine (7,5% du produit intérieur brut régional). (*Xinhua*, 5 septembre)

1 sept

Les familles n'auront plus à payer de frais scolaires pour les neuf ans d'éducation obligatoire de leurs enfants. Cette mesure concerne 28 millions d'élèves des zones urbaines. La mesure était déjà en vigueur pour les zones rurales (environ 150 millions d'enfants). (*Agence Xinhua*, 1 septembre)

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., China Information Center, Boxun, China Labour Bulletin, Chine-Infos, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Confédération internationale des syndicats libres, Daljyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Guancha, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, I.F.E.X. (Echange international de la liberté d'expression), Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Ming Pao, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, South China Morning Post, The Standard, Wen Wei Po.

BIBLIOGRAPHIE.

- **SANS ISSUE : REPRESSION DE LA CONTESTATION OUVRIERE LORS DE LA REFORME DES SOCIETES D'ÉTAT EN CHINE.** China Labour Bulletin et Droits et Démocratie. Septembre 2008, 27 pp. Disponible en français, anglais et chinois, sur les sites www.clb.org.hk et www.dd-rd.ca
- **WALKING ON THIN ICE.** (Marcher sur de la glace mince) **CONTROL, INTIMIDATION AND HARASSMENT OF LAWYERS IN CHINA.** Human Rights Watch. Avril 2008, 148 pp.. Disponible en anglais et chinois sur le site www.hrw.org
- **Dancing in Shackles** (Danser avec des entraves). **A report on the situation of Human Rights Defenders in China (2007).** China Human Rights Defenders. Mai 2008. 71 pp. Disponible en anglais et chinois sur le site de cet organisme.
- **IMPRISONED WORKERS** (Ouvriers en prison). China Labour Bulletin. Liste mise à jour en juin 2008 de trente-six militants ouvriers emprisonnés, avec présentation. Disponible en anglais et en chinois sur le site : référence anglaise : www.china-labour.org.hk/en/node/100014 ; référence chinoise : www.china-labour.org.hk/schi/node/1200018

POUR NOUS CONTACTER, écrire à :
communication@ldh-france.org en indiquant en objet de votre mail : «Groupe Chine».